Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 68 (2010)

Heft: 4: Fractures et enjeux de la mondialisation ; Alimentation et lien social

Artikel: Circuits courts et cohésion sociale

Autor: Magnaudet, Roland

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-283598

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CIRCUITS COURTS ET COHÉSION SOCIALE

Roland Magnaudet
Voisins & Citoyens en Méditerranée
v.c.m@wanadoo.fr

> Voisins & Citoyens en Méditerranée est une association de citoyens, loi 1901, dont une des orientations est l'animation d' un réseau d'initiatives locales de solidarité pour l'accès à l'alimentation des personnes à faibles revenus et une réflexion sur les pratiques sociales (et économiques) dans ce domaine. Les circuits courts représentent un moyen parmi d'autres pour permettre l'accès de l'alimentation aux plus précaires. Elle accompagne des projets collectifs émergents à partir des personnes concernées.

PRÉSENTATION

Voisins & Citoyens en Méditerranée est une association de citoyens, loi 1901, qui a été créée en 1995. Son projet a pour entrée principale les questions soulevées par le développement de la pauvreté sur les régions méditerranéennes, principalement PACA et Languedoc-Roussillon. Parce que la lutte contre la pauvreté n'est pas une question technique mais bien une question politique, le positionnement de VCM est singulier dans le paysage des organisations de lutte contre la pauvreté. Il repose sur les textes repères qui fixent les fondements du projet associatif.

D'un point de vue plus opérationnel, VCM a pour objet de soutenir le développement d'initiatives de solidarité et d'entraide mises en œuvre par les personnes paupérisées, de valoriser ces initiatives et de travailler avec les pouvoirs publics à la reconnaissance de ces initiatives. Celles-ci se développant souvent sur les marges de la légalité et de la réglementation, il est également nécessaire de trouver avec les partenaires institutionnels les modalités d'entrée dans le droit commun sans renforcer pour autant la déréglementation. Un autre aspect du projet de VCM est l'engagement dans le débat public sur ces questions.

Un comité d'orientation éthique composé de personnalités d'horizons philosophiques, scientifiques divers est sollicité pour prendre en charge les questions éthiques soulevées par le développement de ces initiatives. Ce comité est également sollicité pour la rédaction de textes de fond comme les «repères» ou les chartes (lieux à vivre, alimentation et solidarité).

HISTORIQUE

VCM anime un réseau d'une centaine d'initiatives locales de solidarité. Celles ci se développent sur différents champs de la vie quotidienne: logement, mobilité, habitat, alimentation etc. Depuis plusieurs années, nous animons un groupe spécifique autour de l'accès à l'alimentation qui rassemble des initiatives assez diverses mais dont beaucoup sont des épiceries solidaires. Par ailleurs nous avons co-animé un groupe de jardins collectifs avec les jardins

d'Amélie et nous avons également plusieurs jardins collectifs dans notre réseau. Les liens avec Solidarité Paysans Provence sont également très étroits.
L'approche de VCM ne concerne pas spécifiquement un secteur d'activité, mais plutôt les modes d'organisation, de mise en œuvre de projets collectifs. Dans ce sens, nous avons un point de vue, un positionnement qui nous situe dans une filiation de l'économie sociale, de l'éducation populaire et dont l'une des constantes fortes est la construction par les personnes concernées des projets collectifs qui répondent à leurs questions, à leurs aspirations.
Ce n'est donc pas tant en tant que spécialistes de l'alimentation que nous intervenons, mais plutôt pour interpeller les pratiques sociales dans le domaine de l'aide alimentaire à la fois en identifiant les points qui posent problème et également en permettant aux promoteurs des projets de réfléchir sur les choix qu'ils vont faire pour la mise en place d'une réponse aux questions d'accès à l'alimentation de personnes à faibles revenus.
Le groupe que nous animons, est composé de plusieurs initiatives des deux régions PACA et Languedoc-Roussillon. Il a la particularité de réunir des projets très différents les uns des autres. Une des premières actions que le groupe a conduite, a été de produire un document d'analyse sur les pratiques des épiceries solidaires.
Mais le plus important dans la démarche consiste à mettre en réseau ces initiatives, à les réunir régulièrement de façon à ce qu'elles puissent échanger sur leurs pratiques et également construire des liens de solidarité inter-associatifs. Les liens qui se sont ainsi créés, ont permis aux différentes organisations de mettre en place sur les territoires des relations d'entraide qui se concrétisent surtout autour des questions d'approvisionnement.
Parallèlement, le travail de réflexion conduit au sein de Voisins et Citoyens en Méditerranée avec les personnes vivant des situations de pauvreté structure petit à petit une pensée et des modes d'intervention où la question de la citoyenneté est fortement présente. Les propos qui sont tenus par des personnes précaires sont clairs: «arrêtez de faire des projets pour les pauvres».
Le partenariat engagé avec le monde agricole, notamment à travers nos relations avec Solidarité Paysans, oriente également notre action d'accompagnement des projets émergents en recherchant chaque fois que possible une articulation avec des productions agricoles de proximité. Mais c'est surtout l'implication des personnes concernées dans la mise en place et la gestion d'un projet qui fonde notre mode d'intervention. En ce sens nous ne proposons pas de réponses à priori mais incitons plutôt à la mobilisation locale pour la construction de réponses pertinentes.

ACTEURS ET PARTENARIATS

Les acteurs concernés sont bien sur les initiatives locales de solidarité qui portent des actions d'accès à l'alimentation. Il peut s'agir d'épiceries sociales, mais aussi de coopératives, groupements d'achats, de tables ouvertes, de restaurants associatifs qui ont des prix différenciés pour permettre l'accès aux plus démunis. Certaines de ces initiatives sont portées par des mouvements caritatifs (Secours Populaire, Secours Catholique, Entraide Protestante, Equipes Saint Vincent), ou par des communes par le biais des CCAS. La plupart ont un statut associatif.
Dans le cadre de notre action, le partenariat que nous avons construit dans le temps est très large. Il s'agit des différents mouvements cités plus haut, mais également de l'INSERM

(travail de Nicole Darmon), de Solidarité Paysans Provence, de l'ADEAR, de la DRAAF, de la DRASS (maintenant ARS), des collectivités territoriales, de l'Université de Science Économique de Marseille sans oublier l'INRA de Montpellier. Des liens existent également avec la Banque Alimentaire et les Restos du Cœur.

FONCTIONNEMENT

Le fonctionnement de notre action concernant l'accès à l'alimentation est étroitement lié au fonctionnement général de notre association.
Tout d'abord il s'agit en permanence d'une fonction de repérage des initiatives de solidarité et d'un travail de réseau. Ceci se traduit par des visites de terrain et l'invitation des initiatives à participer aux différentes rencontres thématiques que nous organisons.
Au sein de notre association notre comité d'orientation valide l'engagement dans cette action et est informé de son évolution. C'est dans ce cadre là que nous avons décidé de ne pas être sur l'aide alimentaire mais sur l'accès à l'alimentation. Un ou plusieurs référents bénévoles s'associent au côté du salarié pour conduire le groupe de travail.
Notre action peut être décomposée de la façon suivante:

> les rencontres ponctuelles dans les initiatives: c'est à l'occasion d'un déplacement ou à la demande des animateurs. Ces rencontres sont l'occasion de faire le point sur leur fonctionnement, d'identifier des questions que nous pouvons également retrouver dans d'autres associations, de proposer des rencontres du groupe à partir des préoccupations du terrain.
> L'organisation des rencontres du réseau: nous invitons toutes les initiatives d'accès à l'alimentation avec lesquelles nous sommes en relation ainsi que les projets émergents à participer à des rencontres alternativement en région PACA et en région Languedoc-Roussillon. Ces rencontres se déroulent généralement dans une des initiatives du réseau. A cette occasion nous invitons nos partenaires.
> L'accompagnement de projets émergents. Action plus récente que nous développons suite à des sollicitations plus nombreuses.
> Inscription dans le débat public: même si celui ci n'est pas réellement ouvert en ce qui concerne l'aide alimentaire, il nous paraît nécessaire aujourd'hui de prendre du recul devant l'augmentation importante de l'aide alimentaire et la multiplication des initiatives dans ce domaine. A travers notre journal ainsi que par notre participation à divers événements publics, nous insistons sur la nécessité d'ouvrir un vrai débat public en ce qui concerne l'aide alimentaire.

Trois caractéristiques des circuits courts émergent à partir des travaux effectués en partenariat avec l'Inra dans le cadre du réseau rural français : le lien social, le réseau et la participation

ANALYSE AU REGARD DU CRITÈRE DE LIEN SOCIAL

La question du lien social est fondamentale (et fondatrice) de notre action. L'évolution des pratiques, notamment depuis la création de Solid'Arles est significative d'une volonté de sortir d'une logique d'action par public spécifique. Les personnes qui portent de nouveaux

projets et que nous accompagnons souhaitent ouvrir leur action à tous et sortir de la notion d'action pour les pauvres. Les débats que nous avons au sein de VCM sont révélateurs d'une tendance forte autour de la notion de citoyenneté. La question n'est pas de chercher à définir des seuils de pauvreté pour qualifier des personnes mais bien de réhabiliter dans nos propos le terme de citoyen. Car c'est bien à cet endroit que se conçoit la notion de lien social en relation avec le contrat social qui fonde nos relations.
Les liens avec le monde agricole sont également recherchés et la plupart des projets d'accès à l'alimentation que nous accompagnons actuellement, cherchent à construire des partenariats avec les agriculteurs locaux.
Dans la grande majorité des initiatives le lien social, la rencontre, la convivialité, le décloisonnement (origine, âge, etc.) sont des volontés affirmées à la fois par les promoteurs des projets, par les personnes qui sont impliquées et par les usagers. C'est pour cela, par exemple, que dans la plupart des associations, des espaces sont créés pour permettre la rencontre et les échanges.

ANALYSE AU REGARD DU CRITÈRE DE RÉSEAU

Comme je le disais précédemment VCM anime un réseau d'initiatives locales de solidarité sur les régions méditerranéennes (PACA et Languedoc-Roussillon). Ces initiatives sont diverses dans leur fonctionnement et concernent plusieurs aspects de la vie quotidienne: le logement, les jardins, l'alimentation, la mobilité, la solitude etc.
Dans notre réseau, les initiatives d'accès à l'alimentation sont également diverses: tables ouvertes, épiceries solidaires, coopératives, groupement d'achat etc. Outre les rencontres thématiques que nous organisons spécifiquement sur ce champ d'activité, les associations se rencontrent lors des forums que nous organisons. Les liens se sont également tissés entre elles à travers d'autres actions que nous conduisons et auxquelles elles participent. La notion de réseau est également renforcée par les outils de communications que nous avons mis en place et qui permettent d'entretenir le lien entre toutes les initiatives.

ANALYSE AU REGARD DU CRITÈRE DE PARTICIPATION

Compte tenu de notre projet qui est de travailler avec les collectifs, nous pouvons analyser deux aspects de la participation:

> celle des collectifs qui participent à nos rencontres et construisent des échanges inter-associatifs
> celle des personnes qui sont actives et impliquées dans la vie et le fonctionnement de ces collectifs.

La participation des associations aux rencontres que nous organisons régulièrement depuis maintenant plusieurs années est plutôt bonne, de même que leur participation aux divers groupes de travail pour lesquels nous les sollicitons.
La question de la participation des personnes mériterait d'être plus approfondie. Pour nous, faire participer les associations veut dire que ce sont toutes les personnes qui sont impliquées et notamment les précaires qui sont invitées. Si aujourd'hui il est de plus en plus courant de parler de démarche participative, il faut reconnaître qu'à part quelques exceptions, celles ci

se cantonne souvent à une participation technique (coup de main ponctuel ou inscrit dans le projet) et rarement à une participation politique à la gestion du projet.
Et pourtant face aux défis auxquels nous sommes confrontés, il est nécessaire de changer de paradigme et de revoir nos modes d'intervention sociale en direction des personnes paupérisées. Cela veut dire changer de positionnement, faire un pas de côté et accepter de ne pas être sur la réponse mais aider à la formulation des questions. Dans le domaine de l'aide alimentaire il est frappant de voir comment seule la réponse est travaillée. Passer d'une logique de l'aide à une logique de développement de projets collectifs (empowerment), c'est permettre l'expression des capacités de chacun dans une démarche plus politique que technique. C'est dans ce sens que nous cherchons aujourd'hui à inscrire nos modes d'intervention tant au niveau des collectifs qu'au niveau des professionnels de l'action sociale ou encore des politiques publiques.

RETOUR SUR EXPÉRIENCE

Les freins

En préalable, il faut remarquer que nous n'avons pas rencontré d'obstacles à la question des circuits courts. Il semble que depuis plusieurs années, il y ait un consensus sur cette question notamment devant le constat de la disparition des exploitations agricoles.
En prenant comme exemple les différents projets d'accès à l'alimentation que nous avons accompagné sur plusieurs années, voici quelques freins que nous avons identifiés.

> Les craintes d'une concurrence «déloyale» avec des distributeurs locaux, petites épiceries de quartier par exemple. Ces réactions proviennent soit des commerçants qui se sentent menacés soit des syndicats professionnels ou encore des élus locaux.
> Les difficultés, notamment pour les professionnels de l'insertion, du social, d'imaginer que les personnes précaires peuvent penser, construire et gérer une action. Nous avons connu plusieurs situations ou des projets de type épicerie sociale sont pensés et construits uniquement entre professionnels.
> Des questions réglementaires qui nécessitent des investissements disproportionnés au regard du projet concerné ou qui posent la question du statut des personnes lorsqu'une partie de l'activité repose sur des logiques d'entraide ou de SEL. La possibilité pour un collectif de passer un contrat de récolte à moitié avec un producteur est quasiment impossible.

Les leviers

Le contexte actuel, marqué par une aggravation des difficultés économiques et sociales offre paradoxalement des possibilités d'émergence de nouvelles pratiques et d'expérimentations innovantes. Des mouvements de pensée autour de l'économie solidaire, la prise en compte des questions environnementales, la brutalité de la crise financière développent aussi de l'audace et de la créativité.
Aujourd'hui, nous nous rendons compte qu'il est plus facile de faire passer l'idée que les personnes paupérisées non seulement peuvent mais doivent s'organiser. Ou plus exactement qu'il s'agit de (re)construire une forme de contrat social à l'échelon d'un territoire où la question posée est celle de la citoyenneté et non pas de l'altérité: les pauvres et les autres.

C'est surtout de la part de certains élus locaux que nous retrouvons cette écoute ainsi que de certains cadres de l'action sociale, ou de l'Etat qui pointe bien les limites des politiques qui sont mises en place. Ce qui se vérifie, c'est bien le contrat de confiance qu'il est nécessaire de passer au niveau d'un territoire en associant les différents acteurs bien en amont de la concrétisation d'un projet.

Perspectives

Le refus de voir se construire une société duale, nécessite pour nous de consolider notre propos et nos acquis pour éviter qu'une partie de la population soit rejetée dans la misère et le non droit. Il s'agit d'une question de citoyenneté, de cohésion sociale: que voulons nous construire ensemble?

Est-ce que nous allons construire une société où 8 millions de personnes seront dépendantes de l'aide alimentaire? Est-ce que les pauvres vont être les acteurs d'une seconde économie qui recyclera les surplus d'une production mondialisée?

Pour notre part, nous poursuivons l'animation d'un réseau d'initiatives d'accès à l'alimentation sur les régions méditerranéennes ainsi que l'appui aux projets émergents avec le souci permanent de rendre acteurs les personnes concernées, de veiller à ce qu'ils aient leur place comme tout un chacun et non pas en tant que pauvres.

Chacun doit pouvoir participer à la construction de la société. Nos perspectives sont donc de poursuivre plus que jamais nos actions d'appui à l'émergence d'innovations sociales et économiques, d'interpellation du débat public, de recherches-actions pour participer à la construction d'une pensée collective sur les sujets abordées et de mise en réseau des initiatives collectives de solidarité.